



Quelles sont les obligations juridiques des commandants concernant les enquêtes administratives?

Pour les commandants des contingents militaires :

- 7.14 Si l'Organisation ouvre une enquête administrative pour faute présumément grave commise par un membre du contingent national, le Gouvernement convient de donner pour instruction au commandant de son contingent de coopérer et de fournir tout document ou information pertinents, sous réserve des lois nationales applicables, y compris les lois militaires.

Le Gouvernement, par l'intermédiaire du commandant de son contingent, donne aussi pour instruction aux membres du contingent de collaborer à l'enquête de l'Organisation, sous réserve des lois nationales applicables, y compris les lois militaires.

- 7.25 Si une enquête menée par l'Organisation selon les procédures prévues ou une enquête menée par le Gouvernement conclut qu'il y a des raisons suffisantes de soupçonner que le commandant du contingent a manqué à l'une ou plusieurs des obligations qui lui incombent, le Gouvernement veillera à ce que ses autorités compétentes soient saisies de l'affaire pour lui donner suite. Ces obligations sont les suivantes :

- a** Coopérer à une enquête de l'Organisation menée conformément au paragraphe 7.14 de l'article 7 quater (étant entendu que le simple fait de respecter les lois ou règlements de son pays ne constitue pas un manquement à cette obligation), ou collaborer à une enquête menée par son gouvernement ;
- b** Exercer efficacement ses fonctions de commandement et d'encadrement ;
- c** Signaler immédiatement aux autorités compétentes toute allégation vraisemblable de faute portée à sa connaissance ou prendre les mesures voulues face à une telle allégation.

La façon dont le commandant du contingent s'acquitte des obligations susmentionnées sera prise en compte dans son évaluation.

Pour les commandants des unités de police constituées :

- 7.14 L'Organisation des Nations Unies peut ouvrir une enquête sur toute forme de faute commise par un membre d'une unité de police constituée. Toute enquête de ce type est menée par le service d'enquête compétent de l'Organisation, y compris le Bureau des services de contrôle interne, conformément aux règles de l'Organisation. Le Gouvernement s'engage à garantir qu'aucun individu contre lequel des allégations de faute sont portées ne soit rapatrié avant la conclusion de l'enquête menée par l'Organisation et la prise d'une décision sur les mesures qui doivent être prises.
- 7.23 Si une enquête menée par l'Organisation selon les procédures prévues conclut que le commandant de l'unité de police constituée a manqué à l'une ou plusieurs des obligations qui lui incombent, le Gouvernement veillera à ce que ses autorités compétentes soient saisies de l'affaire pour lui donner suite. Ces obligations sont les suivantes :
- a** Coopérer à une enquête de l'Organisation menée conformément au paragraphe 7.14 de l'article 7 quater (étant entendu que le simple fait de respecter les lois ou règlements de son pays ne constitue pas un manquement à cette obligation) ;
 - b** Exercer efficacement ses fonctions de commandement et d'encadrement ;
 - c** Signaler immédiatement aux autorités compétentes, y compris au chef de la police civile ou au chef de la composante police de la mission, toute allégation de faute portée à sa connaissance ou prendre les mesures voulues face à une telle allégation.

La façon dont le commandant de l'unité s'acquitte des obligations susmentionnées sera prise en compte dans son évaluation.